

Notre politique commerciale suit deux courants, celui des négociations multilatérales du GATT, et celui des discussions bilatérales que nous avons engagées avec les États-Unis. Ces deux courants vont dans la même direction, ils sont complémentaires. Pour le Canada, il est absolument essentiel que le réseau multilatéral d'échanges soit raffermi, que ses règles soient renforcées et que les économies du Tiers Monde voient s'élargir leurs perspectives de croissance.

Nos discussions avec les États-Unis ne nuiront en rien aux relations commerciales avec nos autres partenaires des Amériques et du monde entier. Près de 80 % de nos exportations sont allées l'an dernier aux États-Unis, pour une valeur d'environ 95 milliards \$. Environ 72 % de nos importations provenaient l'an dernier des États-Unis, pour une valeur proche de 75 milliards \$. Cette relation commerciale bilatérale, qui totalise en valeur près de 170 milliards \$ par année, est la plus importante au monde.

Donc, quoi qu'il se décide entre les partenaires de cette relation, cela ne peut avoir que des effets bénéfiques pour d'autres, d'autant plus que ces discussions visent à faire disparaître des mesures protectionnistes et à réduire des barrières tarifaires et non tarifaires qui font obstacle au commerce. Car, en tant que nation commerçante, nous voulons non seulement des échanges libres, mais nous voulons aussi des échanges équitables.

C'est d'ailleurs nous qui avons fait porter les préoccupations du secteur agricole à l'ordre du jour du Sommet de Tokyo en mai dernier. Nous nous inquiétons énormément des répercussions que pourrait avoir sur les agriculteurs, dans l'hémisphère entier tout autant qu'au Canada, l'escalade de la guerre des subventions agricoles que se livrent les États-Unis et la Communauté européenne.

Par ailleurs, le Canada est sensible aux préoccupations de ses partenaires latino-américains et il n'hésite pas à favoriser une approche souple des problèmes d'endettement et de développement dans des instances comme le Sommet des Sept nations, le groupe des sept ministres des Finances qu'on appelle le G-7, le Fonds monétaire international et le Club de Paris.